



L'amélioration du service public passe par la fin de l'austérité

→ Jeudi 9 avril

Tous les personnels d'enseignement supérieur et de recherche de Lorraine en grève interprofessionnelle et dans la rue

- **Pour l'augmentation du pouvoir d'achat** de tous les salariés, du public comme du privé, des retraités et des demandeurs d'emploi
- **Pour l'arrêt des restructurations** dans l'enseignement supérieur et la recherche
- **Pour le retrait du pacte de responsabilité et de la loi Macron**
- **Pour la défense de la Sécurité sociale**, l'arrêt des exonérations de cotisations patronales
- **Pour le retrait de la réforme territoriale** et la défense des services publics
- **Contre les mesures d'austérité** et la politique de rigueur

A Nancy...

Assemblée des personnels

13h — CLSH A 349

Boulevard Albert 1er

Rassemblement & Manifestation

15h — Place Dombasle

Le Pacte de responsabilité, le CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi), la rigueur budgétaire, la loi "Macron", autant de mesures qui pèsent sur la situation des salariés, des chômeurs ou encore des retraités. Cela est particulièrement vrai dans le service public dont les restructurations conduisent à toujours travailler plus en gagnant moins (faut-il rappeler que les traitements des fonctionnaires sont gelés depuis 2010). Or les agents de la Fonction publique sont des rouages essentiels pour assurer les missions de santé, d'éducation, de recherche...

Dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), ces mêmes politiques d'austérité sont menées. Au prétexte de leur "autonomie", les présidents et leurs conseils d'administration conduisent des politiques de réductions d'emploi et menacent de fermetures les formations et les unités de recherche qui seraient déclarées non performantes ou non rentables. Du côté des organismes de recherche, c'est toujours moins de crédits récurrents.

Cette austérité ne porte pas uniquement sur les budgets des universités et des organismes. Au-delà, ce sont des statuts de fonctionnaires et le développement d'agents contractuels qui sont visés. Les conditions de travail deviennent plus difficiles, voire insupportables, et les agents font face à des pressions de plus en plus importantes du fait des restructurations dans l'ESR et de l'instabilité qui en découle.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires exigent :

- une hausse du pouvoir d'achat qui passe par le dégel du point d'indice et par des mesures compensatoires de rattrapage des pertes subies depuis des années,
- la fin des suppressions d'emplois et la création d'emplois statutaires permettant le bon accomplissement de toutes les missions de service public,
- l'arrêt des politiques d'austérité, renforcées par le Pacte de responsabilité qui déstabilisent et fragilisent les services publics et leurs missions,
- le maintien et l'amélioration du statut général et des statuts particuliers qui sont autant de garanties pour la Fonction publique et les citoyens.

